



Député au Parlement Européen

Bruxelles, le 10 février 2016

Monsieur le Président de la République,

A la veille de l'ouverture du Salon International de l'Agriculture à Paris, vous êtes confronté à une nouvelle mobilisation d'importance du monde agricole. Depuis des mois, nos agriculteurs interpellent le gouvernement sur les difficultés auxquelles ils ne peuvent plus faire face.

L'élevage en France est au bord du gouffre du fait de l'effondrement continu des prix sur les marchés laitiers, bovins et porcins qui ne couvrent plus depuis des mois les coûts de production des agriculteurs, qui aujourd'hui produisent à perte.

Vous avez indiqué que vous feriez des annonces fortes en amont du Salon International de l'Agriculture. Parallèlement le Premier Ministre, Monsieur Manuel VALLS et votre Ministre de l'Agriculture, Monsieur Stéphane LE FOLL, espèrent faire adopter par nos partenaires européens un mémorandum appelant la Commission européenne à intervenir et réguler les marchés agricoles.

Cette initiative, en plus d'être insuffisante, se fonde en réalité sur une évaluation faussée de la situation agricole française et des réalités européennes. Elle masque vos responsabilités dans la crise actuelle en France, et méconnaît l'affaiblissement de notre pays auprès de ses partenaires.

Les exportations de produits agricoles européens ont connu en 2015 une forte croissance (5,7%) et pourtant les agriculteurs européens font face à une crise conjoncturelle, notamment liée à l'embargo russe. Mais aucun État membre ne connaît les difficultés structurelles de la France.

Par manque d'investissements tout au long de la chaîne de production, notamment dans l'industrie de transformation, et de structuration des filières, l'agriculture et l'agroalimentaire français ne se sont pas adaptés, contrairement à leurs concurrents, à la mondialisation des échanges.

Monsieur François HOLLANDE  
Président de la République française  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

L'agriculture française souffre des charges et des normes qui pèsent sur sa compétitivité. Depuis votre arrivée au pouvoir, trop peu a été fait pour alléger les charges sociales comme fiscales, bien au contraire : l'augmentation générale des impôts et des cotisations sociales accable aujourd'hui les agriculteurs français, handicapés par des semelles de plomb dans la compétition européenne et internationale.

Au lieu d'engager des réformes de structure, votre gouvernement se contente de saupoudrer de l'argent sur les exploitations et se défait de ses responsabilités sur la Commission européenne accusée d'agir "trop peu et trop tard".

Si le choix de la Commission européenne d'intervenir par le biais de programmes d'aide au stockage privé sur les marchés laitiers et porcins a été contestable, force est de constater que de tels programmes connaissent un réel succès chez nos partenaires et concurrents européens directs : dans le cadre du programme d'aide au stockage privé porcin de janvier 2016, l'Allemagne a préempté 29% des quantités et l'Espagne 21%, tandis que la France ne se positionnait que sur 2,6% des quantités.

Si la Politique Agricole Commune n'apporte pas aujourd'hui les outils budgétaires nécessaires à la gestion de la crise en France, il est essentiel de rappeler que la dernière réforme de cette politique et du cadre budgétaire européen porte votre marque : vous avez en effet accepté en 2013 une baisse des crédits agricoles européens d'un milliard d'euros par an, soit 7 milliards pour les paiements directs du premier pilier, en obtenant seulement en contrepartie une hausse d'un milliard sur sept ans pour le deuxième pilier relatif au développement rural.

Enfin, il serait vain d'espérer le soutien de nos partenaires et de la Commission européenne, alors que le siège français est souvent délaissé au Conseil des ministres de l'agriculture à Bruxelles depuis trois ans et que nos partenaires attendent depuis des années que la France engage des réformes structurelles.

Face à la gravité de la situation, il est urgent que vous preniez l'initiative et que votre futur Ministre de l'Agriculture mette en place les mesures nécessaires pour sauver le secteur primaire de notre économie.

Il convient d'engager dès maintenant une véritable diminution des charges fiscales et sociales et de bâtir une réelle stratégie agricole française qui, par le biais d'investissements, doit favoriser la modernisation et la structuration des filières.

Il est en outre essentiel de proposer une refonte de la fiscalité agricole, de nouveaux outils de contrôle et assurantiels, permettant à nos exploitants de se protéger face à la volatilité des prix.

Par ailleurs, si notre objectif commun est de rendre notre agriculture compétitive, un moratoire sur la sur-transposition des normes européennes en droit français est nécessaire. Enfin, il convient de préparer en amont la prochaine réforme

de la Politique Agricole Commune et la négociation budgétaire à venir en vue de préserver les intérêts de la France et de ses agriculteurs.

La situation exige des réponses immédiates, ce sont des actes et non plus des effets d'annonce que les Français attendent. Ils vous jugeront à l'aune de vos résultats.

Vous demandant d'agir au plus vite, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de notre très haute considération.

La Délégation française du Groupe PPE